



EICHMANN EN PRÉTENDU BUREAUCRATE FROID OU UN MENSONGE COMMUNE POUR ÉVITER LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE EN ALLEMAGNE

[Günther Jikeli](#), Traduit de l'anglais par [Eva Segura](#)

Presses Universitaires de France | « Cités »

2021/3 N° 87 | pages 211 à 230

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130828778

DOI 10.3917/cite.087.0211

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cites-2021-3-page-211.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*Eichmann en prétendu bureaucrate froid
ou un mensonge commode pour éviter la responsabilité
personnelle en Allemagne**

GÜNTHER JIKELI

Adolf Eichmann n'était pas qu'un petit rouage dans l'appareil nazi. Il ne se contentait pas de suivre les ordres et de faire consciencieusement son travail, sans nourrir de haine particulière à l'égard des Juifs. Eichmann n'était pas le bureaucrate apolitique, presque apathique et ennuyeux qu'il prétendait être en 1961. Ce ne sont là que quelques-uns des mensonges qu'il a présentés lors de son procès en Israël. Il avait déjà testé des versions plus audacieuses de ces mensonges en Argentine. Là-bas, il a travaillé à la rédaction d'une autobiographie et, avec quelques nazis en exil partageant ses idées, à un récit qui blan-

chirait et même glorifierait son propre passé et celui du nazisme. Une grande partie de ce récit a été enregistrée sous forme d'entretiens avec Willem Sassen, ancien membre de la Waffen-SS. Ces entretiens et les écrits d'Eichmann en Argentine ne laissent aucun doute sur l'antisémitisme véhément d'Eichmann. Il ne regrettait rien et croyait au nazisme même longtemps après 1945, comme l'a montré Bettina Stangneth de manière très détaillée¹. Eichmann était fier d'avoir contribué au génocide des Juifs car il considérait que cela faisait partie de la guerre existentielle entre le *Volk* allemand et les Juifs. « Moi, "bureaucrate prudent"

* Je tiens à remercier Rachel Halpern pour ses recherches sur la réception de l'expression « banalité du mal » qu'elle a généreusement partagées avec moi.

1. Bettina Stangneth, *La Vie inexaminée d'un meurtrier de masse*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, 1^{re} édition.

[...], j'ai été assisté par un [...] guerrier fanatique, luttant pour la liberté de mon sang, qui est mon droit de naissance [...]. Je n'ai pas de regrets ! [...] Je dois vous dire très honnêtement que si, sur les 10,3 millions de Juifs [...], nous en avions tué 10,3 millions, je serais satisfait, et je dirais : bien, nous avons détruit un ennemi », se vantait-il en 1957¹.

LE RÔLE D'EICHMANN ÉTAIT LOIN D'ÊTRE BANAL

Dès le début des années 2000, les travaux de Yaacov Lozowick et d'Imtrud Wojak ont montré clairement qu'Eichmann nourrissait des convictions antisémites profondes et que sa posture grotesque, lors de son procès en 1961, en « sauveur de vies » pro-sioniste et en idéaliste frustré qui encourageait l'émigration juive, n'était qu'un mensonge de plus de sa part et de celle de ses avocats. D'autres historiens comme Christopher Browning, David Cesarani, Saul Friedlander, Raul Hilberg, Peter Longerich, Hans Safrian et Leni Yahil ont démontré depuis longtemps qu'Eichmann a été une figure centrale du meurtre systématique des Juifs d'Europe.

En Israël, les mensonges d'Eichmann et ses tromperies n'ont pas

1. *Ibid.*, p. 303-304.

suffi à le tirer d'affaire. Il a été tenu responsable de ses crimes, qui ont été nommés et décrits en détail. Ceux qui ont enduré la persécution et survécu à un meurtre de masse d'une ampleur sans précédent ont été entendus et les survivants ont également désigné les responsables du mieux possible. Le procès, retransmis quotidiennement dans de nombreuses régions du monde, a déclenché le premier débat public sur la Shoah. En Israël, il a suscité une grande empathie envers les victimes et les survivants.

En Allemagne, cependant, l'empathie à l'égard des victimes est restée exceptionnelle et Eichmann y a mieux réussi à se créer l'image d'un fonctionnaire consciencieux accomplissant le travail qui lui avait été assigné, un bureaucrate froid, certes moralement responsable, mais qui ne fait que suivre les ordres au sein d'un énorme appareil.

RÉCEPTION MÉDIATIQUE DU PROCÈS EICHMANN

Dans les trois pays qui ont succédé au III^e Reich – l'Autriche, la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest) et la République démocratique allemande (Allemagne de l'Est), la couverture médiatique du procès Eichmann a été différente. En Autriche, le procès n'a suscité qu'un intérêt

marginal. La couverture télévisée s'est principalement concentrée sur Eichmann. Les survivants qui ont témoigné au procès ont été largement ignorés et tout lien avec l'histoire locale et nationale a été évité, telles que les activités d'Eichmann à Vienne¹. Les commentaires à la télévision autrichienne ont oscillé entre rejeter principalement la faute de la Shoah sur « Hitler et ses sbires », et des déclarations impliquant la culpabilité des collaborateurs de la police, du ministère des Affaires étrangères et de la Wehrmacht. Pour autant, ont également été diffusées, sans commentaires, des citations appartenant à la stratégie de défense mensongère d'Eichmann. Un reportage de décembre 1961 se concluait par un enregistrement en direct d'Eichmann déclarant : « là où il n'y a pas de responsabilité, il n'y a, après tout, pas non plus de culpabilité² ».

1. Judith Keilbach, « Der Eichmann-Prozess im österreichischen Fernsehen. Ein Medienereignis mit geringer Resonanz », *S.I.M.O.N. – Shoah : Intervention. Méthodes. Documentation*, vol. V, n° 1, 2018, p. 4-20 ; Heidemarie Uhl, « Vom Opfermythos zur Mitverantwortungsthese. NS-Herrschaft, Krieg und Holocaust im "österreichischen Gedächtnis" », in Christian Gerbel et al. (ed.), *Studien zur « Gedächtnisgeschichte » der Zweiten Republik*, Vienne, Turia + Kant, coll. « Reihe Kultur. Wissenschaften », vol. IX, 2005, p. 50-85.

2. Judith Keilbach, « Ein Medienereignis mit geringer Resonanz », *op. cit.*, p. 17. Cité dans J. Keilbach, « Der Eichmann-Prozess im österreichischen Fernsehen. Ein Medienereignis mit geringer Resonanz », *op. cit.*, p. 17.

Les autorités est-allemandes ont utilisé le procès avant tout pour des campagnes visant à discréditer l'Allemagne de l'Ouest. Elles se sont concentrées sur les fonctionnaires ouest-allemands qui occupaient des postes influents dans l'administration nazie, en particulier Hans Globke, à l'époque secrétaire d'État de Konrad Adenauer. Le gouvernement ouest-allemand a tenté d'en minimiser les impacts négatifs. Après une vague de graffitis antisémites et de profanations de cimetières juifs en 1959-1960 qui avaient fait la une des journaux internationaux, le gouvernement s'inquiétait de l'image fragile de l'Allemagne dans le monde.

En Allemagne de l'Ouest, la couverture médiatique du procès a été beaucoup plus ouverte mais mitigée³. Après l'annonce qu'Eichmann serait jugé par un tribunal

3. Peter Krause, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, Francfort-sur-le-Main, Campus-Verlag, coll. « Wissenschaftliche Reihe des Fritz-Bauer-Instituts », vol. VIII, 2002 ; Judith Keilbach, « Eine Epoche vor Gericht. Der Eichmann-Prozess und das bundesdeutsche Fernsehen », in Judith Keilbach, Béla Básky, Jana Starek (ed.), *Völkermord zur Primetime*, Vienne, New Academic Press, coll. « Beiträge zur Holocaustforschung des Wiener Wiesenthal Instituts für Holocaust-Studien (VWI) », vol. VIII, 2019, p. 265-283 ; Heinz P. Wassermann, « "Lang lebe Deutschland, lang lebe Argentinien, lang lebe Österreich !" Der Prozeß gegen Adolf Eichmann : Eine Analyse historischer Bewußtseinbildung durch die Tagespresse », *Zeitgeschichte*, vol. VII, n° 8, 1993, p. 249-259 ; Hans Lamm, *Der Eichmann-*

israélien, la question de la légalité de son enlèvement, mais aussi celle du lieu du procès, ont fait l'objet de nombreuses discussions. Les juges israéliens étaient accusés de partialité et de ne pas être en mesure de donner un procès équitable et « impartial » en raison de leur identité juive¹. En juin 1960, seulement 20 % de la population allemande pensaient que l'enlèvement d'Eichmann était justifié².

Cependant, le procès public d'Eichmann, avec la diffusion de tous ses témoignages, a obligé les médias ouest-allemands à aborder les questions cruciales que sont le génocide des Juifs et son sens pour l'Allemagne. Le procès a coïncidé avec le passage du silence à un débat plus critique sur le passé nazi. Pour la première fois, il y a eu un débat public important en Allemagne de l'Ouest, remettant en cause l'idée d'une responsabilité des crimes de guerre limitée à un petit cercle d'élite autour d'Hitler. Gideon Hausner, procureur général d'Israël, l'a souligné à maintes reprises durant le procès, et en a fourni de nombreuses preuves.

Prozess in der deutschen öffentlichen Meinung : eine Dokumentensammlung, Francfort-sur-le-Main, Ner-Tamid-Verlag, 1961.

1. J. Keilbach, « Eine Epoche vor Gericht. Der Eichmann-Prozess und das bundesdeutsche Fernsehen », *op. cit.*, p. 266.

2. Enquête Allensbach, citée dans Peter Krause, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, *op. cit.*, p. 33.

Les médias ont débattu de la thèse inventée mais populaire selon laquelle tous les Allemands seraient collectivement accusés d'être coupables. Alors qu'un article paru dans le *Welt am Sonntag* juste avant l'ouverture du procès soulignait que le journaliste n'avait trouvé personne en Israël portant cette accusation, d'autres en virent la preuve dans les discussions autour du procès et un appel à la fin de toute responsabilité. Ainsi, l'auteur d'un article du *Deutsche Zeitung* de conclure par un appel en ce sens : « Le besoin de rattraper une résistance ratée ne saurait nous rendre victimes de nouveaux préjugés collectifs. La génération du front a suffisamment souffert. Jusqu'à présent, elle a porté en silence la responsabilité de la culpabilité des autres, alors que la majorité de ses pères était déjà innocentée du malheur de 1933. Elle veut maintenant voir une limite matérielle et morale à cette responsabilité³. »

La position du gouvernement, publiée dans le *Bulletin der Bundesregierung*, mettait l'accent sur la « réconciliation » et condamnait le régime nazi tout en essayant d'exempter la population en général. On pouvait y lire : « Ce

3. *Welt am Sonntag*, 8 avril 1961 et *Deutsche Zeitung*, 8-9 avril 1961. Réimprimé dans Hans Lamm, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen öffentlichen Meinung : eine Dokumentensammlung*, *op. cit.*, p. 7-11.

procès doit juger les criminels et encourager les personnes de bonne volonté, il doit condamner le *système* [je souligne], mais pas les personnes qui ont échoué à s'en libérer malgré leurs propres efforts. L'Allemagne d'aujourd'hui place sa confiance dans l'État que le peuple juif a créé pour lui-même. Les fondements sur lesquels il a été créé sont également les nôtres. En cela seul réside une telle réconciliation qu'un jour les ombres du passé s'effaceront devant elle¹. »

Cette responsabilité du « système » a également été soulignée dans d'autres journaux, comme en ces termes dans un article d'août 1961 dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Les juges doivent décider si l'incarnation d'un système qui incluait le travail forcé parmi ses moyens porte encore une responsabilité individuelle [...] »². »

Il est difficile d'évaluer l'impact de la couverture du procès Eichmann sur la population allemande. Toutefois, Gallup³ a publié en juin 1961 un sondage représentatif de quatre pays, qui comportait la question suivante : « À votre avis, est-il bon ou mauvais que le monde se souvienne des horreurs des camps

de concentration nazis ? ». En Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Suisse respectivement, 29 %, 18 % et 19 % des personnes interrogées pensaient que c'était mauvais. En Allemagne de l'Ouest, 45 % des personnes interrogées pensaient que c'était mauvais et seulement un tiers pensait que c'était bon⁴. Une autre enquête réalisée quelques mois plus tard montrait que 59 % des Allemands étaient d'accord pour dire que « personnellement, [ils n'avaient] rien à voir avec ces crimes et [ne voulaient] désormais plus en entendre parler »⁵.

Bien qu'il ait déclenché le premier débat dans les médias allemands sur le rôle des nombreux « *Schreibtischtäter*⁶ » [meurtriers en col blanc] dans l'administration et le système judiciaire allemands, le récit d'Eichmann correspondait à ce que beaucoup voulaient encore croire. Ses mensonges ont contribué à entretenir l'idée que l'antisémitisme n'a pas joué de rôle majeur dans le meurtre de masse des Juifs. Sans le vouloir, avec le terme accrocheur de « banalité du mal », Hannah Arendt y a contribué.

Le procès Eichmann, grâce à la présence et aux témoignages de plus d'une centaine de témoins a révélé

1. Bulletin der Bundesregierung, 12 avril 1961. Réimprimé dans H. Lamm, *op. cit.*, p. 12-13.

2. H. Lamm, *op. cit.*, p. 57.

3. Équivalent américain de l'Ifop, ndlt.

4. H. Lamm, *op. cit.*, p. 72.

5. P. Krause, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, *op. cit.*, p. 101.

6. En allemand dans le texte, ndlt.

l'horreur de la Shoah. Celle-ci est devenue incontestable. Cependant, dans les pays des anciens bourreaux et collaborateurs, cette horreur a semblé trop difficile à supporter si elle était personnelle¹. Apparemment, les crimes étaient trop monstrueux et gigantesques, pour reconnaître une culpabilité personnelle le cas échéant et pour enquêter sur les responsables. Il n'y eut ensuite ni débats critiques sur l'antisémitisme ni augmentation significative de la traduction en justice des auteurs de ces crimes devant les tribunaux allemands.

BLÂMER LE « SYSTÈME » ET IGNORER
L'ANTISÉMITISME COMME FACTEUR
DÉTERMINANT

La discrimination, le harcèlement et le meurtre systématiques des Juifs, d'autres minorités et des membres de l'opposition ont commencé dès l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933 et se sont radicalisés de façon spectaculaire pendant la « guerre totale » menée par l'Allemagne. L'antisémitisme n'était pas une exception mais la règle. Même après la guerre, une grande partie de la population était encore antisémite. Une enquête menée dans la

1. Roger Frie, *Mémoire allemande et responsabilité après l'Holocauste. Explorations in Narrative Psychology*, New York, Oxford University Press, 2017.

zone américaine en 1946 identifiait 21 % de la population comme antisémite, puis 18 % d'antisémites extrêmes, 22 % de racistes, 19 % de nationalistes et seulement 20 % de personnes ayant peu de préjugés². L'antisémitisme et l'idée que les Juifs « causaient notre malheur » étaient très répandus en Allemagne nazie. Ce n'est qu'un des nombreux facteurs qui ont mené à la Shoah, mais l'antisémitisme a été un facteur essentiel et souvent le moteur de la décision individuelle d'y participer³.

La notion de « banalité du mal » a séduit parce qu'elle atténue ce facteur. L'importante intuition d'Arendt selon laquelle le mal peut être commis par des gens ordinaires est correcte, même si elle s'est trompée sur Eichmann et s'est apparemment laissée avoir par sa performance. Néanmoins, ce terme a été mal interprété de sorte à disculper les bourreaux de leur responsabilité individuelle.

Avant 1961, nous pensions que des actes atroces et monstrueux étaient, jusqu'à un certain point, commis par des personnes elles-

2. Anna J. Merritt, Richard L. Merritt, *The OMGUS Surveys, 1945-1949*, Office of Military Government (Territory under Allied Occupation), Ann Arbor, University of Illinois Urbana-Champaign, 1970, p. 68, <https://archive.org/details/publicopinionino00merr/page/n5/mode/2up>.

3. Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, Londres, Abacus, 1997.

mêmes atroces et monstrueuses. Mais un cadre nous a alors été fourni qui nous a permis d'imputer ces actes à un système atroce et monstrueux. Les sciences sociales, la philosophie et même la psychologie ont suivi. Des théories ont été élaborées blâmant les « systèmes », non seulement pour la Shoah, mais aussi pour la brutalité, la persécution et la discrimination en général. Théories selon lesquelles n'importe qui pouvait devenir bourreau (ou victime). Les expériences de Stanley Milgram en 1961 sont devenues célèbres parce qu'elles prouvaient soi-disant que la plupart des gens seraient prêts à se contenter d'obéir aux ordres et à se livrer à des actes de brutalité même si cela allait à l'encontre de leur conscience. Un examen plus approfondi, des décennies plus tard, a montré que ces études et leurs interprétations étaient trompeuses. Des recherches plus récentes montrent plutôt que « des dirigeants faisant dès le début activement appel à l'identité, la rationalisation des mauvais comportements comme servant une cause supérieure et la glorification du groupe d'appartenance constituent la triade infernale qui nous conduit sur le chemin de la perte¹ ». C'est exactement ce qu'a

1. Stephen Reicher, Alex Haslam, Jay Van Bavel, « How the Stanford Prison Experiment Gave Us the Wrong Idea about Evil », *Prospect Magazine*, 6 mars 2019, [https://www.prospect-](https://www.prospect-magazine.co.uk/magazine/how-the-stanford-prison-experiment-gave-us-the-wrong-ideal-about-evil)

fait le nazisme. Le mouvement nazi a promu l'idée d'une communauté ethnique, celle du *Volk*² allemand « pur » qui par définition excluait les Juifs. Pire encore, les Juifs étaient décrits comme une menace pour le peuple et pour le monde³. Au cœur du nazisme se trouvait l'idée de « libérer » la race aryenne et le monde des Juifs.

L'ALLEMAGNE MÈNE ACTUELLEMENT
UNE LUTTE TROUBLANTE EN MATIÈRE
DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE
ET DE MÉMOIRE

Antisémitisme et interprétations fallacieuses de la Shoah sont souvent liés. C'est assurément le cas dans le pays des anciens bourreaux. Pourtant, l'Allemagne a changé de façon spectaculaire et à bien des égards depuis 1945. De nation belliqueuse à l'origine de deux guerres mondiales, elle est devenue une force majeure de stabilité et de démocratie en Europe, défendant les idéaux fondateurs de l'Union européenne. Des lieux dédiés à la mémoire de la Shoah sont visibles à travers le pays, commémorant

[magazine.co.uk/magazine/how-the-stanford-prison-experiment-gave-us-the-wrong-ideal-about-evil](https://www.prospect-magazine.co.uk/magazine/how-the-stanford-prison-experiment-gave-us-the-wrong-ideal-about-evil).

2. En allemand dans le texte, ndlt.

3. Michael Wildt, *Die Ambivalenz des Volkes : der Nationalsozialismus als Gesellschaftsgeschichte*, Berlin, Suhrkamp, coll. « Suhrkamp Taschenbuch Wissenschaft, 2280 », 2019, 1^{re} édition.

souvent des atrocités locales, comme la déportation des Juifs d'une ville, d'un quartier ou d'une rue en particulier. La glorification du nazisme et la négation de l'Holocauste constituent un délit pénal. Des milliers d'élèves visitent chaque année les sites des anciens camps de concentration avec leurs professeurs. Pourtant, un coup d'œil même rapide montre que la société allemande commence seulement à affronter honnêtement son passé nazi, si tant est qu'elle l'affronte du tout. En regardant d'un peu plus près, on constate que même les commémorations de la Shoah camouflent souvent ce qui s'est passé. Les inscriptions sur les monuments du souvenir sont révélatrices. Ceux qui ont été construits en Allemagne de l'Ouest portent souvent l'inscription « En mémoire des victimes de la seconde guerre mondiale », alors qu'à l'Est, on peut lire « En mémoire des victimes du fascisme ». Ces inscriptions ne disent pas qu'il y a eu un génocide des Juifs. Et les coupables d'être cachés par l'expression « la seconde guerre mondiale » ou par le système du « fascisme ». Cependant, les commémorations se sont améliorées progressivement dans les années 1990. Depuis 1996, l'Allemagne commémore la « Journée de la mémoire des victimes du national-socialisme », le 27 janvier, jour

anniversaire de la libération d'Auschwitz. Un an plus tard, l'Autriche a instauré la « Journée du souvenir contre la violence et le racisme en mémoire des victimes du national-socialisme », le 5 mai, date anniversaire de la libération de Mauthausen. Au moins, ces deux journées commémoratives nomment le mouvement sous l'étendard duquel les bourreaux se sont rassemblés.

ENTRE RECONNAISSANCE ET ESQUIVE

Pour les Allemands et les Autrichiens eux-mêmes, il est essentiel de faire face au passé nazi pour former de nouvelles identités nationales – c'est-à-dire post-nazies – distinctes de l'idée nazie de la *Gemeinschaft*¹ du *Volk* allemand. Les crimes nazis hantent les Allemands et les Autrichiens qui ne les ont toujours pas affrontés de manière auto-critique pour deux raisons. Premièrement, on trouve des bourreaux, des spectateurs et des profiteurs dans la majorité des arbres généalogiques allemands et autrichiens – allant des hommes et femmes SS, à l'un des deux millions de gardiens de quartier qui servaient de réseau de surveillance pour les nazis, en passant par les simples soldats qui ont participé aux crimes de guerre de la Wehrmacht, jusqu'à

1. L'anglais dit « community », ndlt.

ceux qui ont employé l'un des millions de travailleurs forcés étrangers dans leur ferme ou leur entreprise pendant la guerre, ou encore à ceux qui ont détourné le regard lorsque des Juifs étaient agressés – voire y ont contribué, les ont insultés et déportés, sans oublier ceux qui ont acheté dans l'urgence un tableau, un magasin ou des meubles à un prix dérisoire à des victimes juives. Tout cela ne constitue pas un crime dans un sens strictement juridique. Mais tout cela constitue la participation à un immense crime moral. Deuxièmement, les crimes ont été commis au nom d'une nation que les Allemands identifient comme la leur¹, ou, dans le cas des Autrichiens, une nation qui a rejoint l'Allemagne avec enthousiasme et dont les partisans nazis s'identifiaient souvent comme allemands bien avant 1938, lorsque l'Autriche a été intégrée au III^e Reich lors de ce que l'on appelle l'« Anschluss ». Le nazi autrichien le plus célèbre est bien sûr Hitler, qui a renoncé à sa citoyenneté autrichienne en 1925. Eichmann, lui, a passé sa jeunesse en Autriche et a rejoint la branche autrichienne du parti nazi en 1932.

Les trois pays qui ont succédé au III^e Reich ont dû faire face au fait que des millions de personnes dans

leur propre population étaient lourdement impliquées dans les crimes du national-socialisme et avaient profité de la persécution et du meurtre de leurs voisins juifs. Les autorités allemandes et autrichiennes ont dû gérer l'exploitation par leurs prédécesseurs des pouvoirs du gouvernement et de la société pour organiser des crimes contre l'humanité, y compris une guerre totale de destruction et le programme génocidaire dirigé contre le peuple juif. Les Alliés ont mis fin à ces crimes par la force et ont exigé un programme de dé-nazification ; mais celui-ci s'est rapidement essoufflé avec l'arrivée de la guerre froide. Celle-ci a permis aux États qui y ont succédé et à leurs populations de rejeter et d'externaliser toute culpabilité personnelle, et de se convaincre eux-mêmes et de convaincre les autres, du mensonge bien commode selon lequel seule une poignée de dirigeants nazis étaient responsables.

Le cas le plus évident d'un échec national à reconnaître sérieusement la responsabilité des crimes du nazisme dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale est celui de l'Autriche. Cette dernière a prétendu avoir été la première victime d'Hitler, alors même que pas un seul coup de feu n'a été tiré en résistance à l'Anschluss en 1938, et que l'écrasante majorité des

1. Samuel Salzborn, *Die Abwehr der Shoah im Deutschen Erinnern*, Leipzig, Hentrich & Hentrich, 2020.

Autrichiens l'ont approuvé. De son côté, la République démocratique allemande s'est définie comme fondamentalement anticapitaliste et antifasciste. C'est cette définition qui lui a permis de rejeter toute responsabilité pour le passé nazi car elle se considérait comme ayant triomphé du fascisme, une idéologie qui avait été rendue possible par les élites capitalistes. L'Allemagne de l'Ouest a assumé une responsabilité limitée mais elle a reformulé sa nouvelle identité en des termes anti-totalitaires, rejetant de la même manière passé nazi et communisme.

Juste après la guerre, la société allemande prêtait davantage attention aux victimes allemandes non juives pendant et après la guerre qu'aux victimes du régime nazi. Les paiements aux victimes des crimes nazis, y compris les compensations pour vols et destructions, furent lents à être versés et restèrent impopulaires auprès du public allemand. La somme totale des « réparations de guerre » versées par l'Allemagne de l'Ouest, puis plus tard par l'Allemagne réunifiée, reste faible par rapport aux dommages infligés aux victimes et par rapport au PIB du pays (3 436 milliards d'euros pour la seule année 2019). Au total, les Allemands de souche déplacés en raison de la guerre ont reçu environ 75 milliards d'euros¹, soit presque

1. Henning Bartels, « Überblick über den Lastenausgleich », Bayreuth, Kriegsfolgenarchivgut, 14 octobre 2019, <https://www.bunde->

le même montant d'indemnisation que celui versé à toutes les victimes du régime nazi (quelque 77,8 milliards d'euros) – comprenant les paiements aux victimes individuelles comme ceux effectués dans le cadre d'accords avec d'autres pays comme Israël, la France et les Pays-Bas². La fuite et le déplacement des Allemands de souche à la fin de la guerre et peu après ont été un thème constant en politique, en littérature et au cinéma. Même dans les films allemands contemporains et les émissions de télévision sur la seconde guerre mondiale, comme la série télévisée populaire *Unsere Mütter, unsere Väter*³, les principales victimes ne sont pas des Juifs ou d'autres minorités persécutées, mais les Allemands de souche⁴. Même dans des fictions, la responsabilité personnelle pour les crimes nazis a généralement été éludée, et c'est encore le cas aujourd'hui.

Aujourd'hui encore, la majorité des Allemands (53 %) pensent que « dans

[sarchiv.de/DE/Content/Publikationen/Aufsaetze/kriegsfolgenarchivgut-p1-bartels.html](https://www.bundesarchiv.de/DE/Content/Publikationen/Aufsaetze/kriegsfolgenarchivgut-p1-bartels.html).

2. Bundesministerium der Finanzen, « Entschädigung von NS-Unrecht. Regelungen zur Wiedergutmachung », Berlin, mai 2020, https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/DE/Downloads/Broschueren_Bestellservice/2018-03-05-entschaedigung-ns-unrecht.html.

3. Diffusée en France sur Canal + sous le titre *Generation War (Génération guerre)*, ndlt.

4. Antonia Schmid, « Deutsche » und das « Jüdische » im Film der Berliner Republik, Göttingen, Wallstein Verlag, 2019.

l'ensemble, les Allemands n'étaient pas à blâmer ; que seuls quelques criminels ont déclenché la guerre et tué les Juifs¹ ». L'image d'Eichmann en fonctionnaire consciencieux obéissant simplement aux ordres, peut-être avec un peu trop d'enthousiasme, arrange bien ce récit.

La répression, le rejet et le silence sur les crimes ont été la norme en matière de réaction aux procès des criminels de guerre nazis, à commencer par celui de Nuremberg². L'auto-réflexion et l'empathie pour les victimes étaient, et restent, l'exception.

REJET DE LA RESPONSABILITÉ
PERSONNELLE ET RÉTICENCE
À POURSUIVRE LES AUTEURS
DE CRIMES

Malgré des recherches qui ont systématiquement démontré la culpabilité de larges pans de la société, la responsabilité personnelle est considérée comme incombant précisément, et exclusivement, à un petit groupe de nazis de haut rang, tels

1. Policy Matters, « Die Haltung der Deutschen zum Nationalsozialismus. Ergebnisse einer repräsentativen Erhebung. Analyse tabellaire. Im Auftrag von *Die Zeit* », *Gesellschaft für Politikforschung und Politikberatung*, 18 janvier 2020, p. 30.

2. Peter Reichel, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland : die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*, Munich, C. H. Beck, coll. « Originalausg, Beck'sche Reihe, 1416 », 2001.

qu'Adolf Hitler, Hermann Göring et Heinrich Himmler. Toutefois, cette conception ne correspond pas aux faits. Dans son livre de 2001 sur les élites nazies après 1945, Norbert Frei décrit comment les procureurs et les juges allemands ont rarement poursuivi les personnes directement responsables des meurtres de Juifs et d'autres minorités ou de civils allemands de souche. La plupart des auteurs de ces crimes ont mené des carrières après la guerre. Beaucoup se sont même appuyés sur les réseaux professionnels et sociaux qu'ils avaient développés avec d'autres nazis³. Comme l'a montré Andreas Eichmüller, les condamnations pour meurtre par les tribunaux allemands en rapport avec les crimes nazis ont été extrêmement rares. Il recense 1 147 condamnations en Allemagne de l'Ouest (et plus tard dans l'Allemagne réunifiée) jusqu'en 2005, dont la moitié des victimes étaient des non-Juifs. Seules 204 personnes ont été condamnées pour meurtre. Toutes les autres l'ont été pour des crimes moins graves tels que la complicité de meurtre, l'homicide involontaire ou la « contrainte illégale ayant entraîné la mort⁴ ». La population et le système judiciaire allemands n'ont eu aucun intérêt à ce

3. Norbert Frei, *Karrieren im Zwielficht : Hitlers Eliten nach 1945*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2001.

4. Andreas Eichmüller, « Die Strafverfolgung von NS-Verbrechen durch westdeutsche

que les criminels de guerre nazis ou les auteurs de la Shoah rendent des comptes ; bien au contraire, le plus souvent, ils ont tenté de les couvrir. Cela n'a changé qu'en 2011, lorsqu'un gardien du camp de la mort de Sobibor a été condamné pour complicité de meurtre¹. À ce moment-là, bien sûr, la plupart des bourreaux étaient déjà morts.

C'est en 1958, qu'a eu lieu le tout premier procès d'un tribunal ouest-allemand pour le meurtre de masse de Juifs, dix-sept ans après les crimes commis par les membres du SS-Einsatzkommando de Tilsit en 1941. Les dix prévenus étaient accusés d'avoir abattu plus de 5 000 hommes, femmes et enfants juifs². Le tribunal d'Ulm a

condamné les commandants et les auteurs de ces crimes à des peines relativement légères allant de trois à quinze ans d'emprisonnement pour complicité de meurtre. Certains ont été libérés avant d'avoir purgé l'intégralité de leur peine. Dans ce cas comme dans d'autres, les dirigeants nazis étaient considérés comme les auteurs exclusifs du massacre des Juifs. Les autres étaient considérés comme de simples adjuvants et des complices mineurs – et non comme des meurtriers eux-mêmes.

À la fin des années 1950, Eichmann a pu croire, comme l'a soutenu de manière convaincante Stangneth, qu'il pourrait également s'en tirer avec quelques années de prison, s'il était jugé en Allemagne³. Fritz Bauer, l'un des procureurs dans l'affaire des tueurs de Tilsit et l'une des figures centrales de la traduction en justice des anciens dignitaires nazis s'est heurté à une formidable résistance de la part du système judiciaire et de la société en général dans ses efforts pour traduire les accusés en justice. Il avait également essayé de faire juger Eichmann en Allemagne.

Justizbehörden seit 1945. Eine Zahlenbilanz », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 56, 2008, p. 634.

1. Les procureurs allemands ont traité avec réticence les criminels de guerre nazis et encore plus avec réticence ceux qui pouvaient « seulement » être accusés de complicité de meurtre, comme les gardiens de prison des camps de la mort. Il a fallu attendre 2011 pour que cela change, lorsque John Demjanjuk a été condamné pour complicité dans le meurtre de 27 900 Juifs à Sobibor. Aucune loi n'a dû être modifiée à ce moment-là. L'obstacle de la prescription des actions pour meurtre avait été supprimé en 1979. L'affaire Demjanjuk a été couronnée de succès car Sobibor n'était clairement et uniquement qu'un camp de la mort et elle a créé un précédent.

2. Pour les preuves des crimes massifs commis par les Einsatzgruppen, voir Patrick Desbois, *A Priest's Journey to Uncover the Truth behind the Murder of 1.5 Million Jews*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.

3. Dans les années 1950, Eichmann travaille à un récit autobiographique sur son rôle dans le régime nazi. Il voulait écrire une lettre ouverte au chancelier Konrad Adenauer et envisageait de se livrer aux autorités allemandes. Apparemment, il pensait qu'il pourrait s'en tirer avec quelques années de prison s'il présentait bien ses arguments.

Cependant, lorsque le gouvernement fédéral a refusé de poursuivre l'extradition d'Eichmann depuis l'Argentine, Bauer a fourni aux services secrets israéliens un indice crucial sur le lieu où il se trouvait. Les autorités allemandes et de nombreux Allemands n'avaient aucun intérêt à ce qu'ait lieu le procès d'un éminent criminel de guerre nazi, ce qui aurait soulevé des questions gênantes, notamment celle de savoir pourquoi de nombreux autres anciens hauts responsables nazis occupaient toujours des postes importants au sein de la République [d'Allemagne de l'Ouest].

Après le procès d'Eichmann en Israël, le système judiciaire allemand renâclait à poursuivre pour meurtre des « *Schreibtischtäter*¹ » [meurtriers en col blanc] comme lui. Deux ans plus tard, Bauer a finalement réussi à traduire en justice certains des responsables du camp de la mort d'Auschwitz. Ces procès, connus sous le nom de procès d'Auschwitz de Francfort, sont les plus importants et les plus marquants menés contre des auteurs de la Shoah devant des tribunaux ouest-allemands. De 1963 à 1965, vingt-deux accusés ont été inculpés pour leur rôle de responsables dans le complexe de camps de concentration et de mort d'Auschwitz-Birkenau. Seuls sept d'entre

1. En allemand dans le texte, ndlt.

eux, cependant, ont été condamnés pour meurtre.

DES SIGNES DE PROGRÈS

La volonté de « laisser la Shoah derrière soi », de tracer un « *Schlussstrich* » [tirer un trait] et de mettre un terme à l'enquête sur le passé nazi, a prédominé depuis la fin de la seconde guerre mondiale². Ce qui a pu exister d'impulsions dans l'autre sens sont souvent venues de l'étranger, comme le procès Eichmann ou la mini-série télévisée américaine *Holocauste*³, diffusée en Allemagne en 1979. Vue par quelque 20 millions de téléspectateurs, elle a suscité une résistance farouche, y compris de violentes attaques de l'extrême droite⁴. Pour autant, elle a également conduit à un débat public sans précédent et à grande échelle en Autriche et en Allemagne de l'Ouest sur la destruction des Juifs d'Europe. Ce n'est qu'à ce moment-là, en 1979, que la société ouest-allemande a finalement reconnu

2. Günther Jikeli, « A Model for Coming to Terms with the Past? Holocaust Remembrance and Antisemitism in Germany since 1945 », *Israel Journal of Foreign Affairs*, n° 3, 1^{er} septembre 2020, p. 427-446, <https://doi.org/10.1080/23739770.2020.1859247>.

3. La série a été diffusée en France la même année sur Antenne 2, ndlt.

4. Outre les lettres de menace adressées aux diffuseurs de télévision, les néonazis ont tenté de faire sauter les systèmes de transmission près de Coblenche et de Münster. Heiner Lichten-

que les Juifs avaient été systématiquement anéantis. Il a fallu bien des années encore pour que l'idée infuse dans la conscience générale que non seulement les officiers SS de haut rang mais aussi de nombreux soldats allemands ordinaires étaient personnellement responsables de crimes de guerre et de l'exécution de Juifs et d'autres civils. Les initiatives inspirées par le mouvement d'histoire locale du « *Dig where you stand* » [littéralement « Creusez là où vous vous trouvez », ndlt] dans les années 1980 ont contribué à faire avancer cette discussion en Allemagne de l'Ouest et ont conduit à la création de mémoriaux et de centres de recherche locaux, mais elles ont été largement menées par des individus dévoués et de gauche¹.

Le livre de Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*² a fait progresser ce débat de manière significative en 1996, bien que, comme l'a noté Julius Schoeps dans son anthologie sur la controverse autour de ce livre, l'écrasante majori-

rité des commentateurs allemands l'aient rejeté³. L'argument principal derrière les réactions hostiles en Allemagne consistait à récuser l'accusation de culpabilité collective, accusation que Goldhagen n'a précisément pas formulée. Cette dernière était, en fait, une invention allemande remontant à 1943, lorsque des nazis de premier plan, comme Göring, ont mis en garde la nation contre une terrible vengeance pour les actes des nazis si l'Allemagne perdait la guerre. Ce rejet véhément d'une accusation de culpabilité collective imaginaire, largement répandu au lendemain de la seconde guerre mondiale, et qui l'est encore aujourd'hui, est la preuve d'une mauvaise conscience refoulée⁴.

REJET OBSTINÉ DE LA RESPONSABILITÉ DE SES PROPRES GRANDS-PARENTS

Entre 1995 et 1999, une grande exposition itinérante intitulée « War of Annihilation: Crimes of the Wehrmacht 1941-1944 » [Une guerre d'anéantissement : les crimes

stein, Michael Schmid-Ospach, Westdeutscher Rundfunk (eds), *Briefe an Den WDR*, Wuppertal, P. Hammer, 1982.

1. Jenny Wüstenberg, *Civil Society and Memory in Postwar Germany*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2018, 1^{re} édition de poche.

2. Paru en français sous le titre *Les Bourreaux volontaires d'Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Point, 1997.

3. Julius H. Schoeps (ed.), *Ein Volk von Mördern ? Die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*, Hambourg, Hoffmann und Campe, coll. « Campe Paperback », 1996.

4. Norbert Frei, « Von deutscher Erfindungskraft oder : Die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit », *Rechtshistorisches Journal*, n° 16, 1997, p. 621-634.

de la Wehrmacht 1941-1944, ndlt] de l'Institut de recherche sociale de Hambourg a montré la complicité de simples soldats allemands dans des crimes de guerre et a reçu près d'un million de visiteurs. Elle a suscité l'opprobre des conservateurs et une violente opposition de l'extrême droite, y compris un attentat à la bombe contre l'exposition à Sarrebruck en 1999.

Cinquante ans après la Shoah et plus de trois décennies après le procès Eichmann, c'était un premier pas vers l'acceptation par le public de ce fait établi de longue date : la responsabilité des crimes de guerre ne saurait être limitée à un petit cercle d'élites autour d'Hitler. Après de nombreuses protestations, cependant, l'exposition a été révisée et la plupart des images de soldats ordinaires ont été retirées¹. Les intégrer servait à renforcer l'idée qu'eux aussi étaient coupables. Plus important encore, malgré la prise en compte de ces faits au sein de vastes pans de la société allemande, très peu [d'Allemands] étaient prêts à admettre que les membres de leur propre famille pouvaient avoir fait partie des bourreaux et des profiteurs.

En effet, une étude détaillée reposant sur des entretiens intergénéra-

1. Gerd Wiegel, « Das Verschwinden der Bilder. Von der alten zur neuen "Wehrmachtsausstellung" », *Informationen*, n° 56, novembre 2002, p. 17-20.

tionnels de 1997 à 1999 ainsi qu'un sondage représentatif de 2002 a révélé que l'écrasante majorité des Allemands rejetait toujours l'idée que des membres de leur propre famille aient pu se rendre coupables de crimes pendant la période nazie. En 2005, Harald Welzer a rapporté que seuls 3 % d'entre eux pensaient que leurs proches avaient été « anti-juifs » et que seul 1 % pensait qu'il était possible qu'ils aient « été directement impliqués dans des crimes », même lorsque dans certains cas leur propre grand-père l'avait admis en entretien². Cette fuite devant la responsabilité a été largement confirmée en 2020, lorsqu'il a été constaté que seuls 3 % de la population allemande pensent que des membres de leur famille étaient partisans du nazisme, alors que 30 % pensent qu'ils étaient opposés au nazisme³. Toute responsabilité

2. Harald Welzer, « Grandpa Wasn't a Nazi: The Holocaust in German Family Remembrance », *Perspectives internationales*, American Jewish Committee, n° 54, 2005.

3. Policy Matters, « Die Haltung der Deutschen zum Nationalsozialismus. Ergebnisse einer repräsentativen Erhebung. Analyse tabellaire. Im Auftrag von DIE ZEIT », *op. cit.*, p. 45. Toutefois, si l'on pose la question de manière plus générale, une autre étude a révélé que 23 % des personnes interrogées concèdent que certains de leurs ancêtres faisaient partie « des auteurs de crimes pendant la période du national-socialisme ». Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG), « MEMO. Multidimensionaler Erinnerungsmemorandum. Studie III » (financé par la Fondation « Erinnerung, Verantwortung und Zukunft »

potentielle pour la complicité des membres de sa propre famille a été extériorisée, tout en sachant que statistiquement parlant, il est peu probable qu'une famille donnée ne compte pas au moins un membre ayant soutenu le nazisme. Cette mauvaise conscience refoulée des Allemands concernant certains crimes nazis a en fait permis aux sentiments persistants d'hostilité envers les Juifs de refaire surface sous de nouvelles formes. Le rejet de l'accusation imaginaire de culpabilité collective a oscillé entre la dissimulation, la relativisation de l'Holocauste et la croyance en des fantasmes conspirationnistes, tous typiquement projetés sur les Juifs.

DISSIMULATION : REJETER
L'ACCUSATION IMAGINAIRE DE
CULPABILITÉ COLLECTIVE

La forme la plus flagrante de négationnisme consiste à affirmer que les atrocités n'ont jamais eu lieu. La dissimulation, cependant, est différente. Elle permet de reconnaître ce qui s'est passé en termes généraux, mais rejette énergiquement l'examen des preuves concrètes ou la reconnaissance d'une responsabilité personnelle de bourreaux individuels. L'espoir d'« en finir une bonne fois pour

[« Pour le souvenir, la responsabilité et l'avenir »] (EVZ), 2020), p. 16.

toutes » avec le passé nazi a été très répandu chez les Allemands de 1945 à nos jours. Lars Rensmann a fait remarquer que les Juifs ont souvent été accusés d'empêcher les Allemands de passer à autre chose, le fameux *Schlussstrich*¹. Aujourd'hui, l'extrême droite décrit fréquemment les commémorations de l'Holocauste comme une *Auschwitzkeule*² [matraque d'Auschwitz] avec laquelle le peuple allemand serait « battu ». Cela ressemble beaucoup à l'emploi par Walser du mot *Moralkeule*³ [matraque morale]. Ces termes s'inscrivent dans la lignée des écrits de Rudolf Augstein, l'influentiel éditeur de *Der Spiegel* qui, en 1998, a vitupéré contre le mémorial de l'Holocauste de Berlin, alors en projet, le qualifiant de symbole de la honte dirigée contre la nouvelle Allemagne et sa capitale. Plus récemment, en 2017, Björn Höcke, du parti de droite populiste "Alternative für Deutschland" [Alternative pour l'Allemagne, AfD], aujourd'hui troisième parti au parlement allemand, a utilisé un langage très similaire, décrivant ce

1. Lars Rensmann, « Guilt, Resentment, and Post-Holocaust Democracy: The Frankfurt School's Analysis of "Secondary Antisemitism" in the Group Experiment and Beyond », *Antisemitism Studies*, vol. I, n° 1, printemps 2017, p. 4-37.

2. En allemand dans le texte, ndlt.

3. En allemand dans le texte, ndlt.

mémorial à Berlin comme un « monument de la honte » que le peuple allemand a « planté au cœur de sa capitale ». Ces tentatives grossières de minimiser le génocide ont été largement condamnées et semblent limitées aux sympathisants de l'AfD et à ceux de partis encore plus à droite.

Cependant, la volonté de ne plus parler de la Shoah est largement répandue. Début 2020, 53 % des Allemands voulaient souligner que toute l'« affaire » national-socialiste était de l'histoire ancienne. Parmi les sympathisants de l'AfD, ce chiffre était de 80 %. La majorité (56 %) pense que « le souvenir constant du national-socialisme empêche les Allemands de développer une conscience nationale saine comme les citoyens d'autres pays », avec là encore 80 % des sympathisants de l'AfD d'accord avec cette affirmation¹. Les sondages ont régulièrement suggéré qu'une grande partie de la population blâme les Juifs pour cette situation. En 2019, 41 % étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les Juifs parlent encore trop de ce qui leur est arrivé pendant la Shoah² ».

1. Policy Matters, « Die Haltung der Deutschen zum Nationalsozialismus. Ergebnisse einer repräsentativen Erhebung. Analyse tabellaire. Im Auftrag von *Die Zeit* », *op. cit.*, p. 21, p. 23.

2. Congrès juif mondial, « Germany Anti-Semitism Assessment Study. Enquête sur la population générale. Octobre 2019 », 2019.

Que ces sentiments soient répandus ne signifie toutefois pas qu'un universitaire sérieux y souscrirait. Des progrès significatifs ont été réalisés ces deux dernières décennies pour révéler la complicité d'une grande partie de l'administration civile allemande sous le III^e Reich. Certaines recherches ont été commandées par les ministères eux-mêmes, comme ceux des Affaires étrangères (2010) et de l'Alimentation et l'Agriculture (2020)³.

RELATIVISATION DE L'HOLOCAUSTE

Autre réaction possible aux sentiments de culpabilité refoulés : relativiser le génocide en suggérant que les autres étaient « tout aussi mauvais que les nazis ». L'accusation de culpabilité collective est ainsi détournée et promptement projetée sur les autres, de préférence les Juifs eux-mêmes. Lors de la Journée de l'unité allemande en 2003, Martin Hohmann, à l'époque député du parti conservateur CDU, a décrit les Juifs (laïques) comme un « peuple de criminels » semblable aux nazis, les accusant d'être responsables du communisme et de ses crimes. Hohmann a par la

3. Eckart Conze *et al.*, *Deutsche Diplomaten Im Dritten Reich Und in Der Bundesrepublik*, Munich, Karl Blessing Verlag, 2010, 2^e édition ; Horst Möller *et al.* (eds), *Jahrhundert : das Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft und seine Vorgänger*, Boston, De Gruyter, 2020, 1^{re} édition.

suite été exclu de la CDU, mais il a été réélu sur la bannière de l'AfD en 2017. Il exerce toujours un mandat de député. Si rendre les Juifs responsables du communisme et de ses crimes réels ou supposés est un phénomène que l'on retrouve le plus fréquemment à l'extrême droite, les rendre responsables du nationalisme, du racisme et de la guerre peut être observé dans les milieux de gauche. Une forme fréquente de relativisation consiste à assimiler les prétendus crimes de guerre israéliens aux crimes de guerre nazis, accusant Israël de perpétrer un génocide du peuple palestinien ou de mettre les Palestiniens dans des « camps » et des « ghettos ». Certains ont retourné ce sentiment directement contre les Juifs. « Avec les politiques mises en œuvre par Israël, je peux tout à fait comprendre qu'on ait quelque chose contre les Juifs », a déclaré environ un quart de la population en 2018/2019¹.

FANTASMES DE CONSPIRATION

Les fantasmes de conspiration qui surgissent en réaction à l'accusa-

1. Parmi les personnes interrogées, 27,2 % sont d'accord avec l'affirmation suivante : « Avec les politiques mises en œuvre en Israël, je peux tout à fait comprendre qu'on ait quelque chose contre les Juifs », Andreas Zick, Beate Küpper, Wilhelm Berghan (ed.), *Verlorene Mitte – feindselige Zustände : rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2018/19*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2019, p. 70-71.

tion imaginaire de culpabilité collective sont souvent ouvertement antisémites et parfois liés au négationnisme. Certains voient une abominable « industrie de l'Holocauste » dirigée par Israël et/ou le « lobby juif » qui n'existerait que pour extorquer des avantages politiques et financiers aux Allemands. Le célèbre ouvrage de Norman Finkelstein avançant cette même thèse a été un best-seller en Allemagne en 2000. L'extrême droite comme les journaux grand public en ont fait l'éloge, malgré les nombreuses fausses affirmations et théories conspirationnistes fantaisistes qu'il contient². Ces idées se retrouvent encore dans de récents sondages. En 2018, un tiers de la population allemande était d'accord pour dire que « les Juifs utilisent la Shoah pour faire progresser leur cause ou atteindre certains objectifs » et 46 % étaient d'accord pour dire qu'« Israël utilise l'Holocauste pour justifier ses actions »³.

Les théoriciens du complot mettent en doute la véracité de la

2. Marc Schwietring, *Norman G. Finkelstein und die Normalisierung des sekundären Antisemitismus in Deutschland*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, coll. « Politische Kulturforschung », vol. IX, 2014.

3. Congrès juif mondial, « Germany Anti-Semitism Assessment Study. Enquête sur la population générale. Octobre 2019 », p. 33-34. Cependant, ces opinions semblent être presque aussi répandues au niveau européen, comme le démontre un sondage CNN. ComRes pour

Shoah, ou la minimisent par des comparaisons déplacées. En psychologie, cela peut être interprété comme un rejet de la prétendue accusation de culpabilité collective. Depuis la pandémie de Covid-19, il est frappant de constater que les manifestations contre le confinement et la vaccination mobilisent souvent des symboles et des expressions issus de l'époque nazie. Cette utilisation peut difficilement s'expliquer sans tenir compte de leur dimension psychologique. De nombreux manifestants ont épinglé des étoiles de David jaunes sur leur poitrine pour suggérer qu'ils sont victimes de persécutions similaires à celles subies par les Juifs à l'époque nazie. Les étoiles indiquent souvent « la vaccination vous rendra libre », en référence au cynique slogan nazi « *Arbeit macht frei*¹ ». Dans le même temps, des fantasmes conspirationnistes autour d'une sinistre cabale juive ou « sioniste » malfaisante qui serait responsable de la pandémie sont populaires dans le mouvement anti-confinement et anti-vaccination.

OÙ L'ÉVITEMENT
DE LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE
NOUS MÈNE-T-IL ?

Le souhait de « laisser l'Holocauste derrière soi », de le mettre sur

CNN, « Anti-Semitism in Europe Poll », 2018, www.comresglobal.com.

1. En allemand dans le texte, ndlt.

le compte du « système » et d'éviter de se pencher sur ses responsabilités personnelles est encore courant, malgré une culture de la mémoire de l'Holocauste répandue mais vague. L'image d'Eichmann en bureaucrate impassible qui, bien que digne de sa condamnation, est néanmoins considéré comme l'exemple même d'un obéissant receveur d'ordres, a rendu encore plus difficile le traitement honnête du passé nazi en Allemagne. Un intérêt honnête pour l'histoire du nazisme, de l'antisémitisme, de la Shoah et de la seconde guerre mondiale – y compris la question de la responsabilité spécifique des criminels, des spectateurs et des profiteurs dans les familles, les entreprises ou les associations professionnelles et privées – existe dans la recherche universitaire, mais beaucoup moins dans la population allemande.

La portée de la Shoah semble s'étioler. Lorsqu'on leur a demandé en 2019 ce qu'ils considéraient comme l'événement le plus important de l'histoire allemande, 46 % des Allemands ont répondu la ruination, 22 % la seconde guerre mondiale, et seulement 7 % ont choisi l'intégralité de la période nazie. En outre, 81 % de la population allemande d'aujourd'hui pensent que le terme « nouveau départ » décrit bien, voire très bien, ce que la fin de la guerre a signifié

pour l'Allemagne. Seuls 5,5 % ne sont pas d'accord¹. Doron Kiesel et Thomas Eppenstein ont noté : « Seuls 5,5 % de toutes les personnes interrogées trouvent que le terme "nouveau départ" est inapproprié pour décrire ce que la fin de la seconde guerre mondiale a signifié pour l'Allemagne. Sont-ils les seuls à avoir conservé une conscience des continuités de l'histoire, sachant ou soupçonnant que parler d'un "nouveau départ" signifie répression et défense contre la culpabilité² ? ». En outre, quelque 54 % de la population allemande affirment qu'« en raison de l'histoire

1. Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG), « MEMO. Multi-

dimensionaler Erinnerungsmonitor. Studie III », *op. cit.*, p. 7-9.
2. Traduction de l'auteur à partir de l'allemand. Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG), *op. cit.*, p. 9.
3. Policy Matters, « Die Haltung der Deutschen zum Nationalsozialismus. Ergebnisse einer repräsentativen Erhebung. Analyse tabellaire. Im Auftrag von *Die Zeit* », *op. cit.*, p. 34, p. 37.

Traduit de l'anglais par Eva Segura

dimensionaler Erinnerungsmonitor. Studie III », *op. cit.*, p. 7-9.

2. Traduction de l'auteur à partir de l'allemand. Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG), *op. cit.*, p. 9.

3. Policy Matters, « Die Haltung der Deutschen zum Nationalsozialismus. Ergebnisse einer repräsentativen Erhebung. Analyse tabellaire. Im Auftrag von *Die Zeit* », *op. cit.*, p. 34, p. 37.